

EXTRAIT DE...

Les actes du Forum

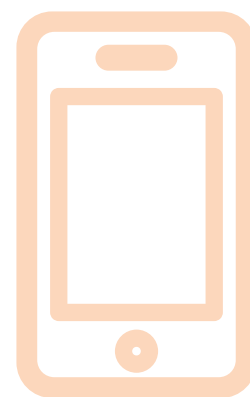


FORUM MONDIAL
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE
ET SOLIDAIRE

1^{er} - 6 Mai 2023

thème 4

Économie numérique solidaire et durable et territoires intelligents



Version intégrale des Actes du Forum : dakar2023.gsef-net.org/actes



4



Économie numérique solidaire et durable et territoires intelligents

Les enjeux autour du numérique sont nombreux dans une économie hypercompétitive et monopolistique. L'Économie Sociale et Solidaire peut donc replacer le numérique comme un outil et s'appropriier les usages responsables. Le numérique peut favoriser la délibération démocratique au sein des organisations de l'ESS (réseaux, membres, salariés, bénévoles, bénéficiaires), faciliter la gestion des opérations internes et la collecte de données pour mesurer l'impact social, et encourager le partage de connaissances ainsi que le développement des logiciels libres et de l'open source. Cependant, il est essentiel de penser des usages environnementalement responsables et de garantir un accès inclusif au numérique afin de ne pas exclure les populations défavorisées.



1 plénière thématique



5 ateliers et sessions autogérées



25 intervenants



Résumé des échanges

Louée et mentionnée à profusion, l'économie numérique a désormais conquis une place centrale dans les discours et les modalités d'échange contemporaines. C'est un fait. Par évolutions successives depuis 1970, l'ensemble de l'économie mondiale s'est réorganisée autour du micro-processeur et de l'Internet. Avec environ 5 000 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel, les multiples filières qui composent l'informatique sont non seulement devenues la première industrie mondiale (autour de l'année 2010), mais aussi celles dont dépendent toutes les autres, y compris bon nombre d'activités économiques et culturelles.

Nouvelle révolution industrielle s'il en est, celle-ci poursuit son train d'innovation à un rythme aussi soutenu qu'inédit si on la compare aux deux précédentes révolutions industrielles. Elle a dessiné les contours d'une nouvelle matrice économique dans laquelle les principes de conception, de relation, d'intégration produit-service et de concurrence monopolistique constituent de nouveaux pivots organisateurs. Sa poussée entre en collision avec un paysage socioculturel peu préparé pour appréhender un tel phénomène. Les postures apologétiques ou technophiles font miroir au rejet ou au scepticisme, sans compter la composante idéologique qui travaille en permanence autour des nouvelles technologies de l'information et de la communication. D'où la relative difficulté à saisir les tenants et les aboutissants d'un concept aussi diffus que l'économie numérique dont les fondements théoriques et les modèles n'ont pas encore été posés.

À cet égard, un certain réalisme s'impose. L'impact de l'informatisation sur l'économie contemporaine et sur le tissu de l'économie sociale et solidaire est considérable. L'une de ses plus puissantes dynamiques de changement a trait à la désarticulation des territoires et à la compétition. La main d'œuvre productive, de plus en plus assistée et automatisée, déplace son activité vers le domaine de la conception et des tâches réflexives, elles aussi assistées par les ressources informatiques disponibles en réseau (mémorisation, traitement, stockage, commande de machines, communication, etc). L'économie sociale prend part à cette transformation. En parallèle, l'information et le réseau ont allongé les chaînes de production de biens et de services à l'échelle globale. L'activité productive et servicielle devient plus communicante, reliée au monde extérieur avec lequel elle interagit plus fluidement. La grande usine, ancrée dans un territoire, cohabite voire cède le pas à de petites unités décentralisées susceptibles de coordonner une filière entière ou d'intégrer un ensemble interopérable d'acteurs productifs.

Comme l'illustre le niveau de capitalisation boursière des licornes numériques, l'intensité capitaliste s'est concentrée en amont de la phase de production avec des logiques de rendement d'échelle croissants. Ce type de rendements d'échelle renverse l'économie classique fondée sur des rendements d'échelle décroissants. Le régime naturel de l'économie informatisée n'est donc plus celui de la concurrence parfaite, mais davantage celui de la concurrence monopolistique. Les monopoles et la prédation y occupent une place déterminante. La prédation est pratiquée en exploitant l'aspect dual et opaque de l'informatique (capture discrétionnaire des données), mais aussi en poursuivant la conquête d'un monopole ou de sa préservation abusive par des moyens légaux ou illégaux. Cette évolution n'est pas exclusive aux entreprises dites du « numérique ». Elle concerne également toutes les activités productives et servicielles à mesure de leur degré d'informatisation.

En conséquence, l'économie contemporaine tend à devenir à la fois hypercompétitive, monopolistique, prédatrice, mais aussi relationnelle, communicante et propice à la montée des compétences. L'économie sociale et solidaire, dans sa dimension d'économie politique attachée aux besoins humains, se trouve interpellée par cette dynamique. Il lui faut s'adapter et mettre à jour son projet dans la perspective de préserver les cohérences sociales et transversales nécessaires aux équilibres territoriaux.

Pour cela, l'agenda de l'économie sociale et solidaire est susceptible d'agir sur trois leviers.

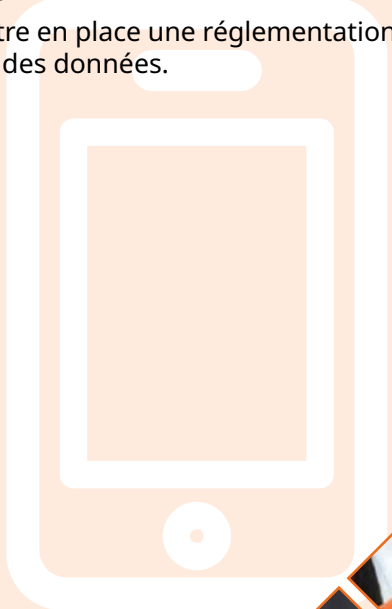
1. Mieux territorialiser les ressources numériques, autrement dit mailler les acteurs numériques locaux d'un territoire avec ceux de l'ESS (logiciels, connectivité, pôles d'échange et d'innovation, valorisation des données, etc.).
2. Développer l'outillage méthodologique, autrement dit l'intelligence collective transférée vers le logiciel qui à son tour assiste et augmente les diverses dimensions de l'organisation en réseau, le logiciel libre se prêtant particulièrement bien à cet enrichissement.
3. Contrer l'agenda de prédation et de dépendance généré par les acteurs monopolistiques du numérique. Devant un agenda conquérant qui s'affiche comme fournisseur de solutions efficaces et durables pour établir des dépendances, l'ESS a intérêt à promouvoir activement des usages favorisant la transparence, l'innovation (éventuellement sous monopole "encadré"), la souveraineté des données, mais aussi l'efficacité.

M. François SOULARD, Plate-forme Dunia, Institut de l'Économie, Argentine



Recommandations du Comité Scientifique

- 01 Réduire la fracture numérique dans l'ESS par l'adoption des logiciels libres.
- 02 Faire du numérique le pivot de l'ESS par la formation et le financement de logiciels libres.
- 03 Convaincre l'ensemble des acteurs de la gratuité d'Internet pour diminuer la fracture numérique.
- 04 Instaurer des liens synergiques entre différents acteurs afin de mettre en place des communs numériques.
- 05 Impliquer les ressortissants de la diaspora dans le financement des projets de l'ESS par la mise en place de plateformes digitales locales.
- 06 Créer des plateformes de financement des projets par la communauté.
- 07 Mettre en place une réglementation de protection des données.
- 08 Mettre en place une politique d'éducation numérique.
- 09 Promouvoir les identités numériques, qui peuvent offrir des avantages importants aux usagers, tels que l'accès aux services financiers et gouvernementaux, la réduction de la corruption et de la fraude, la promotion de l'inclusion financière et de la participation citoyenne.
- 10 Diminuer les coûts d'accès à l'internet et aux technologies de l'information et de la communication (TIC), souvent élevés en Afrique, pour faciliter leur adoption par les populations les plus pauvres.
- 11 Développer les infrastructures de communication, qui sont, dans certaines régions, insuffisantes voire inexistantes.



Marie-Lucienne RATIER
Jean-Michel SAHUT
Cheikh Abdou Lahad THIAW
Bitilokho NDIAYE





plénière thématique • thème 4



ÉCONOMIE NUMÉRIQUE SOLIDAIRE ET DURABLE
ET TERRITOIRES INTELLIGENTS



REPLAY



Carmen KIAVILA, François SOULARD

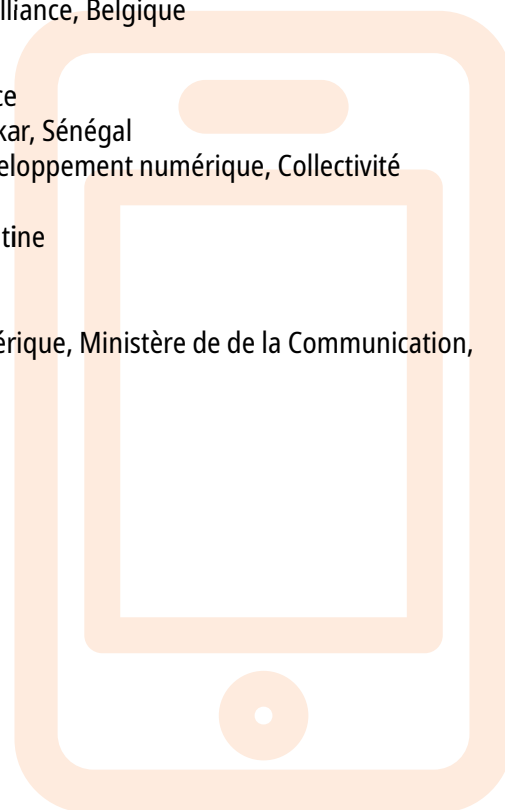
Présidée par : M. Moussa Bocar THIAM, Ministre de la Communication, des Télécommunications et de l'Économie Numérique, Sénégal

Modération :

- M. Cheikh Abdou Lahad THIAW, Consultant, LogikOption; Université Cheikh Anta Diop, Sénégal
- M. Hyungsik EUM, Directeur de recherche, International Cooperative Alliance, Belgique

Intervenants :

- Mme Kolia BÉNIÉ, Membre du Conseil d'administration, Konexio, France
- M. Daouda GUEYE, Conseiller Municipal en Charge des TIC, Ville de Dakar, Sénégal
- Mme Marie-Lucienne RATTIER, Conseillère Déléguée en charge du développement numérique, Collectivité Territoriale de Guyane, France
- M. François SOULARD, Plate-forme Dunia, Institut de l'Économie, Argentine
- M. Karim SY, Fondateur de JokkoLabs, Sénégal
- Mme Carmen KIAVILA, Avocate, Kiavila Avocats, Suisse, France
- Mme Bitilokho NDIAYE, Directrice de la Promotion de l'Économie Numérique, Ministère de de la Communication, des Télécommunications et de l'Économie Numérique, Sénégal
- M. Jean-Michel SAHUT, IDRAC Business School, France
- Mme Nafi GUEYE, Fondatrice de J'Existe, Sénégal





plénière thématique • thème 4



Résumé récapitulatif

- Le numérique est envisagé doublement comme une opportunité et un puissant facteur réorganisateur pour l'ESS et plus largement pour l'économie. En conséquence, le terrain de l'ESS s'élargit, elle doit s'y adapter.
- L'idée de saisir l'opportunité offerte par le numérique est liée à la croissance des activités (emploi, émergence de nouveaux besoins (client-entreprise), extensions du champ serviciel et relationnel, participation citoyenne et intelligence collective dans les politiques publiques, etc) ainsi qu'aux nouveaux modes d'organisation (crowdfunding, nouvelle distribution de la valeur, plate-formes, etc.).
- Le facteur réorganisateur est perçu de façon plus ambiguë et relève tant de la montée de la prédation, de la conflictualité, de la désarticulation des territoires que des défis culturels posés par l'entrée du numérique dans les processus productifs.
- Dans ce cadre, parler de territoires intelligents, c'est moins évoquer des technologies informatiques « plaquées » sur des territoires que de d'abord mettre en avant des cohérences horizontales rétablies au sein de ce territoire moyennant des politiques et des technologies mises au service de ces cohérences.
- Rechercher des cohérences signifie tour à tour bâtir des solidarités « horizontales », réduire la désarticulation provenant de l'intégration verticale des territoires dans la mondialisation, inclure des acteurs marginalisés, articuler les thématiques entre elles ou rendre compétitif un tissu économique local.
- Cette construction de cohérences s'effectue de préférence par la mise en projet, la mise en relation et la connaissance. Rien n'oblige naturellement les acteurs d'un territoire déterminé à bâtir un agenda d'ESS et a fortiori un agenda plus large de recherche de cohérence territoriale. Pour cela, il faut créer des espaces, donc une légitimité, permettant d'élaborer des projets, de mettre les acteurs en relation et de les doter d'une intelligence susceptible de comprendre les rapports de force et les thématiques en jeu. Cette dynamique s'applique aux acteurs du numérique et concourt à rendre un territoire « intelligent ».
- De nouveaux arrangements institutionnels sont au cœur de cette intelligence des territoires, c'est-à-dire que les modes d'organisation doivent privilégier la gestion des relations, l'articulation des échelles, le lien créatif entre unité et diversité. Les modes de gouvernance habituels dans la sphère publique ou privée favorisent des logiques cloisonnées et verticales. Il s'agit donc de promouvoir une autre approche de la gouvernance, presque synonyme d'un renversement de perspective.
- L'économie numérique présente des caractéristiques pouvant renforcer cette approche territoriale (traçage de la matière/énergie mobilisée, circularité des échanges, recyclage, décarbonation). Mais ces caractéristiques restent à intégrer dans une vision d'ensemble et des modèles théoriques de l'économie qui pour l'instant manquent à l'appel.

Principales recommandations

- Développer un art de la gouvernance des territoires fondé sur la relation, les cohérences horizontales, le rapport créatif entre unité et diversité.
- Valoriser les expériences numériques qui contribuent à cette approche, au-delà du label de smart cities qui peut tendre à uniformiser verticalement les approches territoriales.
- Faire évoluer les conceptions du monde et de l'ESS: l'économie est au centre de la conflictualité et des rapports de force, donc du politique. Elle n'est plus pourvoyeuse de « doux commerce » ou de pacification, même si elle peut y contribuer. Le système onusien et universitaire est silencieux sur ces questions, ce qui suppose de s'écarter d'un certain conformisme.
- Envisager une approche active et combative de l'ESS, c'est-à-dire une approche consciente des ruptures culturelles et organisationnelles qui sont nécessaires pour bâtir une économie équilibrée, capable de se saisir de l'information comme un levier de changement.
- L'ESS peut être porteuse de telles transformations si elle se transforme en acteur collectif organisé (perception des défis économiques, vision et agenda stratégique, articulation de la diversité des initiatives).

Principaux points soulevés par les intervenants

Marie-Lucienne RATTIER

- La Guyane est le plus grand département d'outre-mer (84.000 km²) et aussi le moins peuplé; 50% de sa population a moins de 20 ans, tandis que 30% des ménages vivent sous le seuil de pauvreté.
- Il y a une initiative en cours visant une meilleure maîtrise de l'infrastructure avec: une dorsale de fibre optique établie avec EllaLink (liaison Guyane-Brésil-Portugal), un satellite en orbite basse, la mise en place de cyber-guichets visant à rapprocher les citoyens de l'administration, ainsi qu'un dispositif e-santé qui a émergé avec la COVID-19.
- La feuille de route actuelle de la délégation au numérique pivote autour des points suivants:
 - Axe 1: inclusion, citoyens et territoire;
 - Axe 2: services numériques de demain, accompagner la transformation de la société;
 - Axe 3: développement durable des territoires et leur résilience.
- Un « territoire intelligent » est fondamentalement orienté vers la qualité de la vie des habitants, des services publics et environnementaux.
- Promouvoir un territoire intelligent suppose en amont de le doter d'une stratégie claire, d'avoir une infrastructure fonctionnelle (connectivité), de faire participer la communauté et enfin de développer une dynamique d'innovation.
- Le profil du continent africain est intéressant dans le sens où il se rapproche des défis de la Guyane (fracture numérique, hétérogénéité sociale, prolifération des réseaux mobiles qui portent l'innovation, reconnaissance vocale dans les dialectes locaux).
- Sur la question de la sécurité, la Guyane a créé une association de cybersécurité pour aider les entreprises victimes de cyberattaques en partenariat avec l'ANSSI.

Daouda GUEYE

- Le numérique augmente la portée de l'action publique et des solutions proposées par la ville de Dakar. De plus, l'informatique se transversalise dans les directions et projets.
- En termes de projets, trois principales orientations sont poursuivies :
- Le développement des services aux usagers, par exemple avec la dématérialisation du processus de demande des bourses d'étude ou ce qui a trait à la santé (mandats octroyés suivant les besoins sanitaires)
- L'encouragement à l'employabilité des jeunes à travers la formation (notamment avec une certification professionnelle établie avec Amazon Web Service). Le vivier d'emplois instauré par le secteur numérique tente d'être mis à profit par la ville.
- La réduction de la fracture numérique avec le projet Li-fi (connexion par les signaux lumineux dont l'un des porteurs est Suat Topsis à l'université de Versailles Saint-Quentin en France).
- L'idée est d'insérer Dakar dans le réseau des smart cities, en lien avec la société Atos et l'Urban Data Platform (agrégation ouverte des solutions numériques pour aller vers une interopérabilité).
- Mise en place d'un observatoire citoyen pour enrichir les projets numériques dans le sens de promouvoir l'intelligence collective (hackathon de 400 projets); la ville de Dakar n'est pas focalisée particulièrement sur la gratuité des outils informatiques, mais l'ESS doit considérer ce point important.

Bitilokho NDIAYE

- L'impact du numérique est visible aux niveaux social, politique, économique ou environnemental.
- Le Sénégal a considéré le numérique comme une politique de développement pour « tous » avec l'objectif de créer 35.000 emplois dans le secteur.
- Les axes de travail ont trait à: l'appui aux start-ups (labellisation avec un accès au financement et livings labs entre opérateurs); la mise en place d'une plate-forme informatique pour que le secteur privé développe ses initiatives; renforcement des capacités par la formation; et l'inclusion des personnes en situation d'handicap.

Kolia BENIE

- L'association Konexio est devenue depuis 2016 un centre de formation en compétence numérique et bureautique des populations les plus vulnérables (réfugiés, primo-arrivants, mères de foyer qui reprennent une activité professionnelle, jeunes de quartiers populaires ou population périurbaine). Son action rencontre la préoccupation des politiques d'insertion par les collectivités et décideurs qui font remonter les besoins et cartographient les problématiques.
- La philosophie de l'action se base sur l'idée que si quelqu'un est autonome numériquement, alors il peut être autonome économiquement. Le maillage de l'offre de formation avec les autres services de l'État est une politique développée, ainsi qu'une stratégie de plaidoyer au niveau national dans une optique de recherche de cohérences (liens avec le Ministère de la transformation numérique ou le Ministère de l'économie sociale et solidaire).
- Par ailleurs, différentes coopérations internationales sont en place au Kenya, au Malawi et en Jordanie.



plénière thématique • thème 4



Karim SY

- Expérience au sein du monde privé et créateur d'un des premiers cabinets intégrateur de services au Sénégal pour faire face à un monde traversé par des crises protéiformes.
- L'action dans le monde privé a démontré progressivement des limites, à savoir que celui-ci n'agissait pas dans une logique de lien, mais plutôt dans un esprit cloisonné (des questions, des acteurs, etc.); or, les problèmes contemporains nécessitent de mettre les acteurs autour de la table.
- Jokko Labs s'est construit comme une coopérative qui se prépare au monde « relationnel et intégré » de demain dans lequel la finalité est la qualité de vie des populations.
- Comment développer de la confiance vis-à-vis de la politique et aussi des grandes entreprises de plus en plus questionnées, dans des environnements explosifs et dans lequel il faut développer de l'intelligence dans un contexte de frictions.
- Le numérique peut faciliter les échanges et combiner des solutions; il n'y a pas de Nord et de Sud dans le numérique, mais les clivages entre acteurs, parfois entretenus à escient, sont forts.
- Le numérique va trop vite et ne laisse pas le temps de digérer une innovation, d'où la nécessité d'organiser des espaces de connaissance et d'apprentissage pour structurer des liens.
- Une session a été tenue avec CGLU sur les villes numériques de laquelle est sortie une proto-alliance des villes numériques où l'approche de l'articulation et du lien (living labs) est importante.
- L'Afrique ne court pas après la technologie, mais plutôt vers la technologie au service de l'humain. Dans cette logique, l'open source, autrement dit l'accès aux connaissances permettant leur maîtrise par des acteurs locaux, est une démarche à privilégier.
- La démarche des biens communs (prix Nobel de Elenor Ostrom en 2009) contraste avec une réalité habitée par des stratégies de pillages de connaissance, de marché et de compétences qui s'immiscent dans l'espace ouvert de l'open source pour alimenter des logiques de captation.
- Les communs numériques sont fondés autour d'une communauté de préservation d'un bien ou service avec des démarches commerciales nouvelles et des chaînes de création de valeur émergentes qu'il faut insérer dans les modèles économiques.
- Le fait d'être face au mur dans le cas de la COVID-19 a permis un rassemblement inédit des acteurs autour de la table.
- Il faut continuer à consolider des arrangements institutionnels permettant les liens et l'articulation.

Nafi GUEYE

- Au Sénégal, 4 millions de personnes n'ont pas de documents d'identité bien que Dakar ait été l'une des premières villes africaines à numériser son état civil. La numérisation pose en fait un problème en termes d'intérêts électoraux pour modifier le mode de gestion des données d'identité. Il est très difficile pour l'instant de réunir les acteurs autour de ce sujet.
- Depuis 2019, l'association Jexiste utilise le numérique pour toucher les populations dans des contextes socioculturels qui ne sont pas transposables depuis ou aux pays industriels.
- L'enregistrement des naissances est encore manuscrite au Sénégal, avec des synergies inexistantes entre les innovations liées au numérique et à la culture des acteurs institutionnels.
- Il existe un obstacle juridique pour accéder ou modifier des données démographiques et personnelles. De ce fait, l'association s'est centrée sur un travail de communication vers l'État et les populations.
- En pratique, la plupart des dispositifs favorisent des acteurs consolidés et capitalisés dans une économie classique, sans approche pour l'économie sociale et d'autres réalités.
- L'usage des réseaux de communication (notamment la vidéo) permet de démultiplier et parfois de court-circuiter les mécanismes institutionnels.
- Il faut sensibiliser et accompagner de manière décentralisée les gens à mieux maîtriser le numérique et les outils fondamentaux pour l'environnement professionnel (ofimatique, structure des données, etc.) qui accuse un retard sur ces questions.



Jean-Michel SAHUT

- Analyse par la lecture scientifique au travers de deux expériences: microfinance au Cameroun et crowdfunding dans le Val-de-Loire.
- En terme d'organisation, on constate une dynamique interne avec une recherche de meilleure performance dans les processus des entreprises et de l'ESS. Sans accompagnement du changement et sans formation, cela ne fonctionne pas.
- Dans une dynamique externe, la numérisation a permis de saisir de nouvelles opportunités. En microfinance, cela a permis de collecter l'épargne, de résoudre des questions connexes (numérisation des produits) et de toucher de nouvelles personnes.
- Dans le Val de Loire, il y avait un manque de structuration et de financements. Avec le crowdfunding, l'investissement s'est multiplié par trois grâce à un partenariat avec les citoyens, la région et les banques.
- La diaspora africaine pourrait s'appuyer sur une plate-forme de mobilisation des fonds en vue de projets particuliers, complétés par des partenaires locaux.
- La recherche est une source d'évaluation pour les projets et la valorisation des initiatives.

Carmen KIAVILA

- Le numérique a fait évoluer les chaînes de valeur vers une association entre un produit et un service.
- L'apport informationnel et l'unification dont l'information est porteuse effectue une contribution également en termes de « circularité » et de durabilité des produits.
- D'une manière générale, au Nord comme au Sud, l'innovation numérique permet de renouer avec les objectifs de durabilité et de décarbonation de l'économie (selon les critères affichés par l'ONU).
- Les citoyens et les municipalités peuvent prendre des initiatives pour faire valoir de nouveaux droits climatiques au niveau national et supra-national.

François SOULARD

- La plate-forme créée en 2012 à partir du Sommet de la Terre de Rio+20 dans l'idée de mettre à disposition des outils pour l'action en réseau, en toile de fond d'une croissante bataille de l'information sur la durabilité et surtout la géoéconomie.
- L'atmosphère multilatérale des années 1990, structurée par le triomphalisme états-unien, s'est achevée. Il y a un retour des nationalismes et de la volonté des nations de peser dans le destin régional ou global, avec un certain nombre de pays en décrochage sur fond de système onusien anachronique.
- Dans le domaine de l'économie, le régime de « concurrence parfaite » et le libéralisme a cédé la place à des capitalismes d'État et à des régimes croissants de concurrence monopolistique, permis par l'informatisation. Au-delà des apparences humanistes, la réalité est truffée de rapports de force qui jouent un rôle considérable.
- L'économie informatisée, a fait apparaître de nouveaux régimes économiques. L'économie tend à se réorganiser autour de la conception d'un assemblage de produits et services. Les rendements d'échelle deviennent croissants, tandis que l'intensité capitalistique a monté exponentiellement. L'entreprise qui s'informatise devient communicante, relationnelle, innovante. L'ESS a rebondi en partie sur cette capacité d'innovation.
- La conséquence est de générer une économie plus prédatrice, c'est-à-dire encline à la bataille (légale ou illégale) pour conquérir ou maintenir un monopole, pour l'innovation ou pour la captation de connaissance et de financements. Les territoires ont été désarticulés par la reconfiguration des chaînes de valeur. Cette logique réactive un climat de « guerre économique » et pour ainsi dire un devoir de « combativité » pour l'ESS.
- La bonne nouvelle est que l'information transforme les rapports de force: un acteur faible est capable de bousculer un acteur fort et de disputer un marché par l'innovation ou par la bataille informationnelle, ce qui constitue un levier pour l'ESS.
- Il est important d'approfondir des modèles d'économie informatisée susceptible de projeter de manière intégrée les nouveaux comportements de l'économie qui n'est pas (ou mal) théorisée pour l'instant.
- Il faut défendre des États stratèges bâtisseurs des infrastructures que sont les universités, les pôles de recherche, en passant par les dispositifs de financement ou les structures de connectivité. Cette infrastructure est un pilier du numérique et un allié de l'ESS.



les ateliers et sessions autogérées



ATELIER 4AT1 RAPPORT

Le numérique au service des dynamiques solidaires et économiques du territoire

Modération :

- Amine ZIZI, *Université Paris 8 - IUT de Montreuil (France)*
- Daouda GUEYE, *Conseiller Municipal en Charge des TIC, Ville de Dakar (Sénégal)*

Intervenants :

- Marie-France BELLEMARE, *Directrice, Insertech (Canada)*
- Fabrice Adelphe BALOU, *Président, Plateforme ABEWE (Côte d'Ivoire)*
- Jason NARDI, *RIPESSE Europe (Luxembourg)*

ATELIER 4AT2 RAPPORT

Les initiatives numériques pour des territoires intelligents

Modération : Marielle BABOULALL, *Enseignante en économie, Université Paris 8 - IUT de Montreuil (France)*

Intervenants :

- Assane DIOUCK, *Docteur en géographie, Université Cheikh Anta Diop; Consultant, GERAD (Sénégal)*
- Elisenda VEGUE, *Directrice d'Innovations Socio-économiques, Barcelona Activa (Espagne)*
- Seydou BOCOUM, *Secrétaire Général, REFRESS - Réseau Francophone de l'Économie Sociale et Solidaire (Sénégal)*

ATELIER 4AT3 RAPPORT

Collaboration et instruments pour accompagner la digitalisation de l'Économie Sociale et Solidaire

Modération : Jean Michel SAHUT, *Professeur, IDRAC Business School (Suisse)*

Intervenantes :

- Françoise VAN ZEEBROEK, *Conseillère politique, ConcertES (Belgique)*
- Carolina GARCÍA, *Cheffe d'entreprise, Niit Tekna Logic (Sénégal)*
- Marta BRUSCHI, *Diesis Network (Belgique)*

SESSION 4SA1 RAPPORT

L'atelier Recycl'Ordi

Session proposée par la Collectivité Territoriale de Guyane

Intervenantes :

- Marie-Lucienne RATTIER, *Conseillère Déléguée en charge du développement numérique, Collectivité Territoriale de Guyane*
- Angelina AZANZA, *Directrice, Association Guyaclac' (Guyane)*
- Elodie EUGENIE, *Directrice, CRESS-Guyane*

Session du Pré-Forum Femm'ESS

SESSION PFF4SA1 RAPPORT

Autonomisation des femmes et numérique : le projet @KISSI

Intervenante :

- Sarah TIDOU, *Fondatrice du projet @KISSI (Côte d'Ivoire)*



les rapports détaillés

ATELIER 4AT3

RETOUR AU SOMMAIRE

Collaboration et instruments pour accompagner la digitalisation de l'Économie Sociale et Solidaire

Modérateur : Jean Michel SAHUT, *Professeur, IDRAC Business School (Suisse)*

Intervenantes :

- Françoise VAN ZEEBROEK, *Conseillère politique, ConcertES (Belgique)*
- Carolina GARCÍA, *Cheffe d'entreprise, Niit Tekna Logic (Sénégal)*
- Marta BRUSCHI, *Diesis Network (Belgique)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- L'Économie Sociale et Solidaire comme complément au service du public
- L'ESS permet au citoyen d'avoir du pouvoir
- L'ESS devrait être un levier pour accéder au développement
- L'ESS doit s'adapter aux TIC (Technologies de l'Information et de la Communication)
- Enjeu de la digitalisation permettant d'alléger le travail
- Débat lors de cet atelier sur « Qui peut financer les projets de l'ESS en Afrique? », les citoyens ou émigrés (étrangers)?
- Défis de la transparence lors de la concrétisation du projet après avoir trouvé des financements

Principales recommandations

- Impliquer les ressortissants étrangers dans le financement des projets de l'ESS par la mise en place de plateformes digitales locales par région ou par ville
- Réduire la fracture numérique dans l'ESS par la formation et l'adoption des logiciels libres
- Rapprocher l'ESS des communautés de logiciels libre pour développer des logiciels spécifiques au domaine

Principaux points soulevés par les intervenantes

Françoise VAN ZEEBROEK

- Technologie libre et Économie Sociale et Solidaire
- Le modèle économique prédominant dans le domaine de la technologie est le Big Tech, aussi utilisé dans l'agroalimentaire et la santé
- L'action de l'ESS mène avant tout à une gestion démocratique et participative des associations entrepreneuriales et des entreprises sociales
- Le développement des logiciels libres implique des processus de développement complexes par des milliers de personnes de manière décentralisée
- La philosophie des technologies libres a aussi des impacts dans le domaine culturel, comme par exemple le cas de « creative Commons »

Carolina GARCÍA

- Expérience de la Belgique avec le projet « Co synthèse » appuyé par l'État
- Création d'une plateforme qui réunit des entreprises d'ESS engagées dans divers domaines tels que les énergies renouvelables

- Le gouvernement travaille pour l'accélération de la digitalisation des entreprises
- La COVID-19 nous a montré les défis de la digitalisation
- Financement via des bourses et accompagnement des entreprises pour accélérer la digitalisation : l'expérience belge
- Accompagnement par le « change management » ou des campagnes de sensibilisation sur le projet

Marta BRUSCHI

- L'expérience de l'Italie : tout faire pour utiliser la technologie à notre avantage
- La guerre en Ukraine et le problème des réfugiés mis en exergue
- La COVID-19 a montré l'importance de la digitalisation
- La transformation digitale est aussi un défi
- La technologie doit aider à garder la connaissance et le réseautage



les rapports détaillés



ATELIER 4AT1

RETOUR AU SOMMAIRE

Le numérique au service des dynamiques solidaires et économiques du territoire

Modérateurs :

- Amine ZIZI, *Université Paris 8 - IUT de Montreuil (France)*
- Daouda GUEYE, *Conseiller Municipal en Charge des TIC, Ville de Dakar (Sénégal)*

Intervenants :

- Marie-France BELLEMARE, *Directrice, Insertech (Canada)*
- Fabrice Adelphe BALOU, *Président, Plateforme ABEWE (Côte d'Ivoire)*
- Jason NARDI, *RIPESSE Europe (Luxembourg)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- L'économie numérique comme moyen d'employabilité sociale et durable
- Un monde numérique plus responsable devant l'urgence sociale et environnementale
- La promotion et valorisation des ressources locales et de l'entrepreneuriat local
- Enjeux de développement de l'économie circulaire
- Accès aux connaissances (moyen d'apprentissage) et usage réfléchi du numérique
- Finance sociale et solidaire du numérique
- Renforcement de la collaboration entre les structures locales
- Stratégies de réseautage, de ciblage des personnes vulnérables
- Enjeux portés sur la qualité des produits et la labellisation (exemple BIO)

Principales recommandations

- Allonger la durée de vie des matériaux informatiques
- La sobriété comme moyen de réduire la facture énergétique
- Promouvoir les programmes éducatifs et de sensibilisation sur l'usage des technologies
- Encourager la coopération décentralisée pour accroître le savoir-faire des pays du Sud et réduire les inégalités technologiques
- Innover dans les politiques publiques du secteur pour augmenter le nombre d'emplois

Principaux points soulevés par les intervenants

Marie-France BELLEMARE

- Le numérique est vecteur d'impulsion de dynamiques sociales et solidaires
- INSERTECH, entreprise sociale et solidaire intervenant dans le recyclage et la réparation d'anciens appareils numériques récupérables
- Objectif d'INSERTECH : investir dans l'insertion socio-professionnelle en soutenant des personnes dans leur intégration durable sur le marché du travail, par le recyclage et la revente en ligne d'appareils recréés
- Trois concepts développés :
 - Le numérique responsable (usages et outils numériques pensés de façon à limiter les externalités négatives, tant sur le plan environnemental que sur le plan social). Il s'agit concrètement de réfléchir aux priorités des usages numériques autour du social et de l'écologie

- La littératie numérique (capacité à utiliser les outils numériques dans la vie de tous les jours pour trouver des informations utiles)
- L'économie circulaire, qui est régie par deux mécanismes : repenser le système et l'optimiser autour des principes d'acheter moins, entretenir et réparer les appareils. Le numérique doit rester un outil au développement avec l'accès aux équipements, accès aux connaissances et usages réfléchis
 - Repenser la production et la consommation
 - Optimiser l'usage des ressources non renouvelables
 - Réemployer les matériaux pour produire moins, acheter moins
 - Limites : risque de matériel obsolète, difficultés pour le financement

thème 4

Fabrice Adelphe BALOU

- ABEWE, une plateforme de collecte d'information et de commercialisation en ligne pour identifier des produits de qualité, trouver des acheteurs, créer des liens sociaux et de coopération, développer des chaînes de valeurs, favoriser des investissements à impact social, créer des emplois décents et durables
- Plateforme multi-acteurs mettant en lien producteurs (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, coopératives) et acheteurs (commerçants, restaurants, hôtels, Collectivités Territoriales, GIE...)
- Atteinte de l'ODD 17 par le renforcement de la coopération entre secteur public local et producteurs

- Promotion du développement de produits locaux
- Formations, conférences et mise en réseaux
- 50% des bénéfices de la plateforme sont réinvestis sur le territoire

Jason NARDI

- Repenser/déconstruire l'idéologie des pratiques du numérique au sein des communautés
- Co-production des politiques publiques pour la promotion de l'ESS
- Charte de l'ESS technologie libre et ouverte
- Promotion de la justice sociale au niveau international

SESSION 4SA1

RETOUR AU SOMMAIRE

L'atelier Recycl'Ordi

Session proposée par la Collectivité Territoriale de Guyane

Intervenantes :

- Marie-Lucienne RATTIER, *Conseillère Déléguée en charge du développement numérique, Collectivité Territoriale de Guyane*
- Angelina AZANZA, *Directrice, Association Guyaclic' (Guyane)*
- Elodie EUGENIE, *Directrice, CRESS-Guyane*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Économie circulaire autour du développement durable
- Emploi et formation de jeunes en chantier d'insertion
- Facilitation à l'accès aux équipements informatiques
- Structuration et professionnalisation
- Politique publique dédiée au numérique dans l'ESS
- Recyclage de matériaux technologiques pour atténuer l'impact environnemental
- Animation et développement des autres domaines de l'ESS
- Co-construction d'une économie verte et sociale entre la population et l'État
- Activation des leviers de financement participatif
- Inclusion numérique et capacité d'innovation

Principales recommandations

- Encourager la coopération décentralisée pour accroître le savoir-faire des pays du Sud et réduire les inégalités technologiques
- Innover dans les politiques publiques du secteur numérique pour augmenter le nombre d'emplois
- Promouvoir les programmes éducatifs et de sensibilisation sur l'usage des technologies
- Allonger la durée de vie des matériaux informatiques à travers le recyclage

Principaux points soulevés par les intervenantes

- Accès aux outils informatiques et numériques
- Formation et usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication
- Action sociale
- Enseignement
- Services aux entreprises et aux particuliers
- Sports et loisirs
- Le numérique
- L'artisanat et le patrimoine
- L'emploi durable des jeunes
- Place de la femme dans l'ESS



les rapports détaillés



ATELIER 4AT2

RETOUR AU SOMMAIRE

Les initiatives numériques pour des territoires intelligents

Modératrice : Marielle BABOULALL, Enseignante en économie, Université Paris 8 - IUT de Montreuil (France)

Intervenants :

- Assane DIOUCK, Docteur en géographie, Université Cheikh Anta Diop; Consultant, GERAD (Sénégal)
- Elisenda VEGUE, Directrice d'Innovations Socio-économiques, Barcelona Activa (Espagne)
- Seydou BOCOUM, Secrétaire Général, REFRESS - Réseau Francophone de l'Économie Sociale et Solidaire (Sénégal)

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Préalable avant de parler de villes intelligentes en Afrique : le continent doit d'abord être connecté
- Besoin d'une identité numérique qui consiste à identifier tout le monde numériquement
- La digitalisation est un processus très complexe
- Dakar peut devenir une ville intelligente en moins d'une année
- Chaque ville a ses propres réalités, donc impossible de dupliquer le modèle barcelonais au Sénégal
- Manque de stratégies digitales au Sénégal

Principales recommandations

- Encourager le développement des « livings lab » ou « Fab lab »
- Favoriser l'implication des collectivités territoriales sur la gestion du TER et du BRT
- Promouvoir les énergies renouvelables, chose importante dans une ville intelligente
- Mettre en place un fond destiné aux financements des projets digitaux
- Pousser les gouvernements à accompagner le processus de digitalisation des entreprises pour pouvoir atteindre les objectifs fixés
- Digitaliser les entreprises pour une économie compétitive

Principaux points soulevés par les intervenants

Assane DIOUCK

- Jeu des acteurs et fabrique d'une ville intelligente dans la métropole de Dakar
- Prise en charge du numérique dans les collectivités territoriales
- Maîtrise de l'espace numérique dans la métropole de Dakar
- Le pôle urbain de Diamniadio, un exemple d'une ville intelligente dans la Région de Dakar

Elisenda VEGUE

- Barcelona activa, un programme lancé en 2021 à Barcelone avec la création des entreprises durables
- Digitaliser et interconnecter toutes les entreprises
- Inégalité de genre dans le domaine de la digitalisation des entreprises
- Formation de 129 personnes et 25 organisations dans la digitalisation
- Un outil appelé DIGITESS a été mis en place pour répondre aux besoins des entreprises dans la digitalisation
- Objectif : digitaliser toutes les entreprises de l'ESS d'ici 2030 à Barcelone

Seydou BOCOUM

- Nos villes doivent maîtriser l'espace numérique avant d'aspirer à la digitalisation
- Possibilité de dupliquer le modèle barcelonais en Afrique
- La digitalisation de nos villes est un processus très complexe
- Comment parler de villes intelligentes en Afrique alors que nous avons la tarification internet la plus chère
- Financement des entreprises d'ESS

thème 4

SESSION PFF4SA1

RETOUR AU SOMMAIRE

Pré-Forum Femm'ESS

Autonomisation des femmes et numérique : le projet @KISSI

Intervenante : Sarah TIDOU, Fondatrice de @KISSI, Directrice Générale de Oasis Corporate (Côte d'Ivoire)

Résumé récapitulatif du rapporteur

- L'économie informelle concerne tout particulièrement les jeunes (95,8 % des 15-24 ans) et les femmes (92,1 %), et elle contribue largement à la réduction de la pauvreté
- Présentation de la solution @Kissi dans le cadre du GSEF 2023, lieu pour mettre en évidence que cette solution sociale contribue à faire croître l'Économie Sociale et Solidaire
- La solution @KISSI permet l'autonomisation des femmes grâce aux outils numériques et contribue à faire croître l'ESS

Principale recommandation

Informier et former les personnes qui n'ont pas de smartphones sur cette méthode pour l'étendre à tous.

Principaux points soulevés par l'intervenante

- Plus de 80 % des emplois en milieu urbain sont informels
- Le secteur informel est selon la banque mondiale le principal employeur et la clé de voûte de l'activité économique des villes africaines
- Emplois des jeunes et des femmes dans le secteur informel
- Présentation d'une technologie dénommée @Kissi, une plateforme e-commerce mettant principalement l'accent sur les femmes
- Solutions digitales adaptées aux activités génératrices de revenus, notamment les commerces, plus particulièrement dans le secteur informel (outils de gestion, visibilité, formations)
- La solution est également accessible aux personnes analphabètes et celles parlant des langues locales
- Application disponible sur Play Store, abonnement mensuel en fonction de la taille du commerce. Forfaits compris entre 3 000F et 30 000F par mois
- La solution @KISSI est en partenariat avec le ministère PME de la Côte d'Ivoire et s'est implantée au Sénégal, en Algérie et au Togo